ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 26 mai 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'agrément des écoles de conduite", a donné le 14 juin 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e mei 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepaling van de eisen tot erkenning van de rijscholen", heeft de 14e juni 1965 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé devrait être complété de la manière suivante :

"Arrêté royal déterminant les conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules automoteurs".

Préambule.

La rédaction suivante est proposée pour le préambule :

"Vu la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, notamment l'article 1er, ter, y inséré par la loi du 1er août 1963;

Vu la loi du 1er août 1963 relative au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs et modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, notamment l'article 12;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de ... ; ".

+

+ +

.../...

Article 1er.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 1er.-

Peuvent être agréées aux conditions fixées dans le présent arrêté :

1° les écoles de conduite qui dispensent un enseignement théorique portant sur les dispositions légales et réglementaires relatives à la police de la circulation, et un enseignement pratique portant sur les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite de véhicules automoteurs. Ces écoles sont dénommées : "écoles du type A";

2° les écoles de conduite qui dispensent l'enseignement théorique défini au 1°. Ces écoles sont dénommées : "écoles du type B"."

Article 2.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 2.-

Pour être agréée, chaque école doit disposer d'un siège d'activité unique. Toutefois une même personne peut demander l'agrément de plusieurs écoles qui remplissent, chacune, toutes les conditions imposées".

.../...

Article 3.

L'article 3 concerne les écoles itinérantes. Celles-ci ne peuvent être autorisées que si elles possèdent, d'autre part, un siège fixe pour lequel elles ont été agréées.

Il est proposé de rédiger l'article 3, alinéa 1er, comme suit :

"Les écoles agréées peuvent être autorisées, aux conditions fixées dans l'acte d'autorisation, à fonctionner dans d'autres localités que celle où se trouve le siège pour lequel elles ont été agréées".

A l'alinéa 2 il y a lieu d'écrire :
"... le justifie; elle est notamment subordonnée à la condition ...".

Le mot "fonctionner " figurant aux deux alinéas de cet article prête à confusion; il est suggéré d'ajouter un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Aucune autorisation spéciale n'est requise pour permettre aux écoles de conduite agréées de procéder en tout lieu , avec leurs élèves , à des exercices pratiques de conduite de véhicules automoteurs".

.../...

Article 4.

Le Conseil d'Etat propose d'écrire à la fin de l'alinéa 1er "... ou à son délégué".

Le second alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"La demande est obligatoirement établie sur un formulaire dont le modèle figure dans l'annexe 1. Elle doit être accompagnée des documents ci-après :

"1° ... ".

Article 5.

Pour éviter que des demandes d'agrément puissent être tenues indéfiniment en suspens, il serait utile de prévoir que le Ministre ou son délégué est obligé de se prononcer dans un certain délai et de prévoir les conséquences de l'absence de décision dans le délai fixé.

In fine de l'article il y a lieu d'écrire :
"... et il fait l'objet d'une publication au Moniteur belge".

Article 6.

Les mots "sans indemnité" ne peuvent avoir pour effet de priver les intéressés des indemnités auxquelles ils auraient droit soit en vertu du droit commun, sur base des principes de la responsabilité civile, soit sur base de l'article 7 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat; il serait préférable de les omettre.

.../...

Il est suggéré d'écrire l'alinéa 2 comme suit :

"La décision de retrait fait l'objet d'une publication au Moniteur belge".

Article 7.

L'alinéa 1er est superflu et pourrait être omis.

A l'alinéa 2, les mots "une première fois" sont inutiles et doivent être omis.

Articles 8, 9 et 10.

Ces trois articles imposent au personnel dirigeant et enseignant une certaine compétence professionnelle, notamment la connaissance pratique et théorique approfondie des matières énumérées dans l'annexe 6. Le projet, cependant, n'indique pas ce qu'il faut entendre par connaissance approfondie, ni comment la preuve de cette connaissance sera apportée.

Il conviendrait d'autant plus que cette lacune soit comblée dans le projet lui-même, nonobstant l'intention exprimée dans l'article 20, que la valeur de l'enseignement dépendra, pour une large part, de la compétence professionnelle du personnel enseignant.

Au § 2 de l'article 8, le second alinéa peut être omis et l'alinéa 1er sera complété comme suit :

"... nécessaires à la conduite des véhicules automoteurs dont l'école enseigne la conduite, et les capacités nécessaires ... ".

.../...

Article 11.

Alinéa 1er. L'obligation, pour les écoles, d'avoir un siège fixe est déjà imposée par l'article 2 du projet. Il est, en conséquence, proposé de rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Dans chaque école, un local au moins doit être destiné à l'enseignement théorique et à l'administration de l'école, et être aménagé à cette fin".

Alinéa 2. A la fin de l'alinéa, les mots "sans passer par le débit de boissons" gagneraient à être remplacés par les mots : "sans qu'il soit nécessaire de passer par le débit de boissons".

Alinéas 3 et 4. Il est proposé de rédiger comme suit ces alinéas :

"L'exploitant de l'école doit justifier de la propriété des locaux affectés à l'enseignement et à l'administration de l'école ou produire un titre lui garantissant l'usage de ces locaux pendant une période d'au moins douze mois à partir de la date de la demande.

En cas de transfert du siège de l'école, l'exploitant est tenu ... ".

Article 12.

Il est proposé de rédiger comme suit le début des §§ 1er et 2 :

.../...

"§ ler. Dans chaque école, il est tenu un registre annuel dans lequel sont mentionnés ...

§ 2. Il est délivré à chaque élève ... ".

Au § 3, les mots "la liste de présences" doivent s'écrire : "la liste des présences".

Article 13.

Aux §§ ler et 2, les mots "au moins" sont inutiles et doivent être omis.

Le § ler, 4°, serait mieux rédigé comme suit :

"4° des sièges et tables ou pupitres suffisants pour le nombre d'élèves; il ne peut y avoir moins de dix places".

Article 14.

Au § 2, 2°, deuxième alinéa, il y a lieu de remplacer les mots "existant d'origine" par "de série".

Article 15.

Au dernier alinéa les mots " dans tous les cas" sont superflus et doivent être omis.

.../...

Article 17.

Au § 1er, les mots "d'une difficulté telle qu'elles permettent de s'assurer des connaissances des élèves" sont superflus et peuvent être omis.

Article 18.

Le texte suivant est proposé :

"Article 18.

Les certificats ... de l'école ou par son délégué. Le nom de ces derniers doit avoir été communiqué préalablement au Ministre des Communications ou à son délégué".

Article 19.

Il est proposé de rédiger comme suit le début du § 1er :

"§ 1er.Toute demande d'agrément d'une école implique pour les fonctionnaires et agents spécialement désignés par le Ministre des Communications ou par son délégué, l'autorisation de pénétrer ... ".

Article 20.

Cet article ne fait qu'indiquer l'intention du Gouvernement quant aux conditions relatives à la compétence professionnelle qui seront exigées du personnel dirigeant et enseignant des écoles. Il ne contient aucune disposition de nature réglementaire et doit, dès lors, être omis.

.../...

ANNEXES.

Annexe I.

Il y aurait lieu de remplacer sous II "siège d'exploitation" par "siège de l'école".

Sous VI, il y aurait lieu , au 3°, de faire apparaître que, conformément à l'article 21, la condition qui est exigée ne concerne que les écoles du type A et qu'elle n'est imposée qu'à titre transitoire.

Au 5°, les mots "aux personnes et aux biens des élèves" devraient se lire : "à la personne et aux biens des élèves".

Opschrift.

Het opschrift zou als volgt moeten worden gelezen :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorrijtuigen".

Aanhef.

Voorgesteld wordt, de aanhef als volgt te lezen :

"Gelet op de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, inzonderheid op artikel 1ter, aldaar ingevoegd door de wet van 1 augustus 1963;

Gelet op de wet van 1 augustus 1963 betreffende het rijbewijs voor bestuurders van motorrijtuigen en tot wijziging van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap en de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van ...;".

+

+ +

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden kunnen worden erkend :

1° rijscholen die theoretisch onderricht verstrekken over de wets- en verordeningsbepalingen inzake politie van het verkeer, en praktisch onderricht over de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van motorrijtuigen. Die scholen worden "scholen van type A" genoemd;

2° rijscholen die het onder 1° omschreven theoretisch onderricht verstrekken. Die scholen worden "scholen van type B" genoemd".

Artikel 2.

Voor dit artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 2.-

Om te worden erkend, moet iedere school beschikken over een enkele bedrijfszetel. Een zelfde persoon kan echter verzoeken om erkenning van verscheidene scholen die elk afzonderlijk aan alle opgelegde voorwaarden voldoen".

Artikel 3.

Artikel 3 heeft betrekking op de rondreizende scholen. Zij kunnen de machtiging alleen verkrijgen als zij ook een vaste zetel hebben waarvoor zij erkend zijn.

.../...

Voorgesteld wordt, het eerste lid van artikel 3 als volgt te lezen :

"De erkende scholen kunnen ertoe worden gemachtigd, onder de voorwaarden bepaald in de machtigingsakte, hun activiteit uit te oefenen in andere gemeenten dan die waar de zetel waarvoor zij erkend zijn, zich bevindt".

In het tweede lid leze men :
"Die machtiging kan slechts worden verleend indien het algemeen belang zulks wettigt; er is onder meer de voorwaarde aan verbonden, dat er binnen 10 kilometer in de omtrek van het centrum van de gemeente waar de te machtigen school haar activiteit moet uitoefenen, geen erkende ...".

De uitdrukking : "activiteit (bedrijvigheid) uitoefenen", die in beide alinea's van dit artikel staat, kan verwarring stichten; voorgesteld wordt een derde lid toe te voegen, luidend als volgt :

"Geen bijzondere machtiging is vereist om de erkende rijscholen in staat te stellen, om het even waar hun leerlingen te oefenen in het besturen van motorrijtuigen".

Artikel 4.

De Raad van State stelt voor, het eerste lid van dat artikel als volgt te lezen :

"Eenieder die de erkenning van een rijschool wenst te verkrijgen, moet een schriftelijke en ondertekende aanvraag zenden aan de Minister of aan zijn gemachtigde".

.../...

Het tweede lid kan als volgt worden gelezen :

"De aanvraag moet worden gedaan door middel van een formulier waarvan het model voorkomt in bijlage 1. De volgende documenten moeten erbij worden gevoegd :

1° ...".

Artikel 5.

Opdat aanvragen om erkenning niet eindeloos in beraad kunnen worden gehouden, ware het nuttig te bepalen dat de Minister of zijn gemachtigde binnen een bepaalde termijn moet beslissen, en welke de gevolgen zijn als binnen die termijn geen beslissing is genomen.

Het slot van het artikel leze men als volgt :
"... en wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

Artikel 6.

De woorden "zonder vergoeding" mogen niet tot gevolg hebben,dat aan de betrokkenen de vergoedingen worden ontzegd waarop zij, krachtens het gemeen recht, aanspraak mochten hebben op grond van de beginselen inzake burgerrechtelijke aansprakelijkheid of op grond van artikel 7 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State; ze kunnen beter vervallen.

Het tweede lid leze men als volgt :

"De beslissing tot intrekking wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

.../...

Artikel 7.

Het eerste lid kan als overbodig vervallen.

In het tweede lid schrappe men de overbodige woorden "een eerste maal".

Artikelen 8, 9 en 10.

Deze drie artikelen eisen van het leidend en het onderwijzend personeel een bepaalde vakbekwaamheid, onder meer een grondige, praktische en theoretische kennis van de stof vermeld in bijlage 6. Het ontwerp zegt echter niet wat onder grondige kennis moet worden verstaan, noch hoe het bewijs ervan moet worden geleverd.

Ondanks het voornemen dat in artikel 20 is uitgedrukt, zou die leemte in het ontwerp zelf moeten worden aangevuld, te meer daar de waarde van het onderricht in ruime mate zal afhangen van de vakbekwaamheid van het onderwijzend personeel.

In artikel 8, § 2, kan het tweede lid vervallen en moet het eerste lid als volgt worden gelezen en aangevuld :

"... die nodig zijn voor het besturen van de motorrijtuigen waarvan het besturen door de school wordt aangeleerd, en de nodige bekwaamheid tot het verstrekken van het praktisch onderricht in het besturen van zodanige rijtuigen".

.../...

Artikel 11.

Eerste lid. Dat de scholen een vaste zetel moeten hebben, is reeds gezegd in artikel 2 van het ontwerp. Derhalve wordt voorgesteld, het eerste lid als volgt te lezen :

"In iedere school moet ten minste één lokaal bestemd en ingericht worden voor het theoretisch onderricht en voor de administratie van de school".

Tweede lid. Aan het slot van dit lid kunnen de woorden "zonder doorgang langs de drankslijterij" gevoeglijk worden vervangen door "zonder dat het nodig is de drankslijterij te betreden".

Derde en vierde lid. Voorgesteld wordt,deze teksten als volgt te lezen :

"De exploitant van de school moet bewijzen dat hij eigenaar is van de lokalen bestemd voor het geven van het onderricht en voor de administratie van de school, of een titel overleggen die hem het gebruik van die lokalen waarborgt voor ten minste twaalf maanden vanaf de datum van de aanvraag.

Ingeval de zetel van de school naar elders wordt overgebracht, moet de exploitant er tenminste dertig dagen vooruit kennis van geven aan de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde, onder overlegging van de in het vorige lid bedoelde bewijsstukken".

.../...

Artikel 12.

Voorgesteld wordt, het begin van de §§ 1 en 2 als volgt te lezen :

"§ 1. In iedere school wordt een jaarregister gehouden waarin per volgnummer worden vermeld : ...

§ 2. Aan iedere leerling wordt een inschrijvingskaart afgegeven waarop ...".

Als slot van § 3 leze men : "ook vult hij de aanwezigheidslijst in op het register bedoeld onder § 1".

Artikel 13.

Paragraaf 1, 4°, kan beter als volgt worden gelezen :

"4° genoeg stoelen en tafels of lessenaars voor het aantal leerlingen; er mogen niet minder dan tien plaatsen zijn".

In § 2 moeten de woorden "ten minste" als overbodig vervallen.

Artikel 14.

In § 2, 2°, tweede lid, leze men : "De dubbele bediening is evenwel niet verplicht voor de in serie ingebouwde uitrustingen die ...".

.../...

Artikel 15.

In het laatste lid moeten de woorden "in alle gevallen" als overbodig vervallen.

Artikel 17.

In § 1 moeten de woorden "van een zodanige moeilijkheid dat de kennis van de leerlingen kan worden nagegaan" als overbodig vervallen.

Artikel 18.

Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 18.-

De in artikel 17 bedoelde getuigschriften worden gedagtekend en ondertekend door degene die met de leiding van de school is belast, of door zijn gemachtigde. De naam van laatstgenoemde moet vooraf aan de Minister van Verkeerswezen of aan diens gemachtigde zijn medegedeeld".

Artikel 19.

Men leze § 1 als volgt :

"§ 1. Elke aanvraag tot erkenning van een school sluit in, dat de daartoe door de Minister van Verkeerswezen of door zijn gemachtigde speciaal aangewezen

.../...

ambtenaren en beambten de lokalen bestemd voor het onderricht en voor de administratie van de school, mogen betreden, de lessen en de examens mogen bijwonen en inzage mogen nemen van boeken en documentatie van de school, van inschrijvingskaarten van de leerlingen en van examendossiers".

Artikel 20.

Dit artikel zegt alleen wat de bedoeling van de Regering is ter zake van de voorwaarden betreffende de vakbekwaamheid die van het leidend en onderwijzend personeel van de scholen wordt vereist. Het bevat geen verordenende bepaling en moet derhalve vervallen.

+

BIJLAGEN.

Bijlage I.

Onder II vervange men het woord "exploitatiezetel" door "zetel van de school".

Onder VI, 3°, zou moeten blijken dat de aldaar gestelde voorwaarde, overeenkomstig artikel 21, alleen voor scholen van type A en alleen bij wijze van overgangsmaatregel is opgelegd.

Onder VI, 5°, vervange men "voorziet" door "bedingt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.